

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

DEPOSITS AND CONSIGNMENTS FUND

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDER BOARD**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE
D'URGENCE**

N°000006/DCE/CDEC/CIPM/2025 DU 29/08/2025
POUR L'ACQUISITION DE LICENCES OFFICE AVEC ANTIVIRUS

FINANCEMENT : BUDGET CDEC, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 2120 « Licences ».

**MAÎTRE D'OUVRAGE : DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE DES
DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

EXERCICES CDEC 2025

PIÈCE N° 1 : AVIS DE CONSULTATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

DEPOSITS AND CONSIGNMENTS FUND

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE

N° 000006/CDEC/CIPM/2025 DU 29/08/2025

POUR L'ACQUISITION DE LICENCES OFFICE AVEC ANTIVIRUS

Financement : BUDGET CDEC 2025

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) lance, pour le compte de son organisme, une consultation en vue d'une modernisation des outils de collaboration, de gestion de la productivité, le renforcement de la productivité et de la sécurisation des postes de travail grâce aux outils de Microsoft 365 Business Standard et l'antivirus centralisé CheckPoint Harmony. Cela est réalisé par l'acquisition de licences Microsoft 365 Business Standard et CheckPoint Harmony Endpoint pour un usage sur 100 postes de travail sur une période de 12 mois.

2. Consistance des prestations

L'entreprise retenue devra :

- Fournir les licences Microsoft 365 Business Standard et Checkpoint Harmony Endpoint pour 100 postes sur une période de 12 mois ;
- Procéder à l'installation et à la configuration des solutions sur chaque poste de travail ;
- Intégrer Microsoft 365 Business Standard avec les systèmes existants (Active Directory, AMPLITUDE UP, Maarch Courrier, NextCloud) ;
- Configurer CheckPoint Harmony Endpoint sur chaque poste de travail pour une protection optimale ;
- Former les utilisateurs sur les fonctionnalités de chaque solution acquise ;
- Assurer le support technique pendant la période contractuelle.

La consistance de ces prestations est détaillée dans le descriptif de la fourniture du présent DAO.

3. Tranches/Allotissement

Le présent appel d'offres comporte un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la présente prestation est de **soixante millions (60 000 000) de francs CFA**

5. Délais prévisionnels d'exécution

Le délai global de réalisation de ces prestations est de **soixante (60) jours**.

6. Participation et origine

La présente consultation est ouverte à tous les prestataires installés au Cameroun et justifiant d'être revendeur agréé Microsoft et CheckPoint, et avoir une expertise avérée dans l'installation et la gestion des solutions Microsoft 365 et CheckPoint Harmony EndPoint.

7. Financement

Les prestations objet de la présente Consultation sont financées par les budgets de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) de l'exercice 2025 dont l'imputation est **2120 « Licences »**.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Cautionnement de Soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le MINFI, assorti d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (**CDEC**) dont le montant s'élève à **un million deux cent mille (1 200 000) FCFA** ; il est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des cotations.

L'absence de la caution de soumission assortie du récépissé délivré par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC) entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Caisse des Dépôts et Consignations (Service des Marchés), sise au 5^{ème} étage de l'immeuble siège de la CDEC.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** ; sur le site internet de la CDEC (www.cdec.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE peut être obtenu aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales/Services des Marchés, sise au niveau 5 de l'immeuble siège CDEC, Bastos, rue Joseph MBALLA ELOUMDEM, BP : 35 567 Yaoundé, dès publication du présent Avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA** payables dans le compte n° **33598800001 89** ouvert au nom de l'**ARMP** dans les livres des différentes agences de la **BICEC** au Cameroun.

La copie du reçu de versement sera déposée au lieu du retrait du Dossier de consultation.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un original (01) et six (06) copies marquées comme tels, doit parvenir, sous plis fermés, sous peine de rejet, au plus tard le **25/092025 à 14 Heures** précises, heure locale au Service des Marchés de la CDEC, Direction des Affaires Générales/Services des Marchés, sise au 5^{ème} étage de l'immeuble siège CDEC, rue Joseph MBALLA ELOUMDEM, Bastos, B.P : 35 567 Yaoundé.

Chaque offre sera étiquetée comme suit :

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE

N°000006/CDEC/CIPM/2025 DU 29/08/2025

POUR L'ACQUISITION DE LICENCES OFFICE AVEC ANTIVIRUS

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

13. Recevabilité des plis

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originales ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier du DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque agréée de premier ordre assorti d'un récépissé de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) ou le non-respect des modèles des pièces du DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres aura lieu le **25/092025 à 15 Heures**, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Caisse des Dépôts et Consignations dans la salle de conférence située au 1^{er} étage de son immeuble siège à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et ayant une parfaite connaissance du dossier, peuvent assister à cette séance d'ouverture.

L'ouverture des offres financières se fera par la même Commission à une date ultérieure.

15. Critères d'évaluation

15. 1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires de la présente Consultation sont les suivants :

- Dossier administratif incomplet (Absence ou non-conformité de l'une des pièces exigées) ; un délai de 48 heures est accordé aux soumissionnaires pour produire ou remplacer la pièce exigée ;
- Fausses déclarations ou falsification des pièces administratives ;
- Absence de la caution de soumission assortie du récépissé de consignation de la CDEC à l'ouverture des offres ;
- Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant le non-abandon d'un marché au cours des trois (03) dernières années, et présence dans le répertoire annuel des entreprises défaillantes établi par l'Agence de Régularisation des Marchés Publics (ARMP) ;
- Agrément revendeur Microsoft ;
- Offre incomplète et non conforme aux prescriptions du Dossier de Consultation et non produite en Sept (07) exemplaires ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- Non-production de la proposition financière suivant les pièces visées au DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE ;
- Note technique inférieure à **80** sur 100 points.

15.2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées selon la méthode binaire OUI/NON selon les critères suivants :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- le calendrier de livraison (planning et calendrier de réalisation des services connexes) ;
- L'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières ;
- les preuves d'acceptations des conditions du marché (Le Cahier des Clauses Administratives Particulières [CCAP] et les spécifications techniques paraphées et signées à la dernière page) ;
- la Qualification et expérience du personnel ;
- le délai de garantie.

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel de la Consultation et figurent dans la grille d'évaluation.

16. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres, disposant de capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre aura été évaluée la **moins-disante** en incluant le cas échéant, les rabais proposés.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Additif à l'appel d'offres

Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations se réserve le droit, en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure utile à la présente consultation par voie d'Additif.

19. Renseignements complémentaires

Pour toute information complémentaire relative au présent Dossier de Consultation, les soumissionnaires peuvent s'adresser à la Direction des Affaires Générales/Service des Marchés situé à l'immeuble siège CDEC, Bastos, rue Joseph MBALLA ELOUMDEM, BP : 35 567 Yaoundé, Tél. : 675 16 10 10.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro **1517**, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, la CDEC au numéro 222 23 61 01.

Yaoundé, le **29 AUG 2025**

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Pdt/CIPM/CDEC.
- Affichage.



Richard Euna Obam
Directeur Général



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE

No.000006 /DCE/CDEC/CIPM/2025 Date: 29/08/2025

FOR THE ACQUISITION OF OFFICE LICENCES WITH ANTIVIRUS

Funding: CDEC's BUDGET, 2025 Financial year

12.Object of invitation to tender

The Director General of the Deposits and Consignments Fund (CDEC), Contracting Authority, is initiating a consultation to modernize collaboration, manage productivity, and secure workstations, as well as to enhance productivity through the utilization of Microsoft 365 Business Standard applications, including Outlook, Word, Excel, PowerPoint, and OneDrive, for the benefit of the organization. This project entails procuring Microsoft 365 Business Standard licenses and Check Point Harmony Endpoint licenses for deployment on 100 workstations over a period of 12 months.

13.Consistency of services

The selected company shall:

- Provide Microsoft 365 Business Standard and Checkpoint Harmony Endpoint licenses for 100 workstations over a 12-month period;
- Install and configure the solutions on each workstation;
- Integrate Microsoft 365 Business Standard with existing systems (Active Directory, Amplitude, Maarch, NextCloud);
- Configure CheckPoint Harmony Endpoint for optimal workstation protection;
- Train users on the features of the acquired solutions;
- Provide technical support during the contract period.

The scope of these services is detailed in the Terms of Reference (ToR) of this TF.

14.Allotment:

This call for tenders comprises a single (1) lot.

15.Estimated Cost:

The estimated cost of this service is **sixty million (60,000,000) CFA Francs**

16. Estimated execution period:

The overall timeframe for the completion of these services shall be **sixty (60) days**.

17. Participation et Origin:

This consultation is open to Cameroonian-established service providers who are authorized resellers of Microsoft and Check Point products and can showcase verifiable expertise in the deployment, configuration, and management of Microsoft 365 and Check Point Harmony Endpoint solutions.

18. Funding:

The services covered by this Consultation are financed by the budgets of the Deposits and Consignments Fund (CDEC) for the 2025 financial year and following, the allocation of which is **2120 « Licences »**.

19. Submission mode:

The submission mode chosen for this consultation is offline.

20. Bid bond:

Each bidder shall attach to their administrative documents a bid bond, duly signed and issued by a first-class bank approved by the Ministry of Finance (MINFI), accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), in the amount of **one million two hundred thousand (1,200,000) FCFA**. The bid bond shall remain valid for a period of thirty (30) days beyond the initial validity period of the bids.

Failure to provide a bid bond and the receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) shall result in outright rejection of the bid. A bid bond produced with no connection to the tender notice concerned is considered void. A bid bond provided by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

21. Consultation of file:

The tender file can be consulted during working hours at the Deposits and Consignments Fund (Contracts Department), located on the 5th floor of the CDEC head-office building.

It can also be consulted online via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on CDEC's website (www.armp.cm).

22. Acquisition of Tender File

The OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE can be obtained during working hours from the General Affairs Department / Contract Service, the 5th floor of the CDEC head-office, located at Bastos, Rue Joseph MBALLA ELOUMDEM, P.O. Box: 35 567 Yaoundé, upon publication of this Notice, against presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of **Fifty**

Thousand (50.000) CFA Francs payable into account **No. 33598800001 89** opened with the name **ARMP** in the books of the various **BICEC** branches in Cameroon.

A duplicate payment receipt shall be submitted upon collection of the Consultation File.

12. Submission of Bids

Each bid drafted in English or French in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such, shall be received, in a sealed envelope, no later than **25/09/2025 at 2 p.m.** sharp, local time, at the CDEC General Affairs Department/Contract Services, located on the 5th floor of the CDEC headoffice, Rue Joseph MBALLA ELOUMDEM, Bastos, B.P.: 35567 Yaoundé.

Each offer shall be labeled as follows:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER MERGENCY PROCEDURE

No.000006 /DCE/CDEC/CIPM/2025 Date: 29/08/2025

FOR THE ACQUISITION OF OFFICE LICENSES WITH ANTIVIRUS

"TO BE OPENED ONLY DURING BIDS OPENING SESSION"

13. Submission of bids

Under penalty of rejection, administrative documents required in the RPAO must be produced in originals or in certified true copies by issuing services, in compliance with the Special Regulations of the OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER FILE UNDER MERGENCY PROCEDURE. They must have been established less than three (03) months prior to the bid submission date or should have been established after the date of signature of the invitation to tender.

Any bid not in compliance with the prescriptions of the OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER MERGENCY PROCEDURE shall be declared inadmissible. This refers especially to the absence of a bid bond issued by a first-class approved bank accompanied by a receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC) or failure to comply with the models of the documents in the OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER FILE UNDER MERGENCY PROCEDURE of enterprises shall result in an outright rejection of the bid.

14. Opening of bids

Bids shall be opened in two phases.

The opening of administrative documents and technical offers will take place on **25/09/2025 at 3 p.m.**, local time by the Internal Tender Board of the Deposits and Consignments Fund, in the conference hall, on the 1st floor of its head-office in Yaoundé.

Only bidders or their duly authorized representatives, with full knowledge of their files, may attend this opening session.

Financial bids shall be opened by the same committee on a further date.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria for this Consultation are as follows:

- Incomplete administrative file (absence or non-compliance of any required document); bidders are given 48 hours to produce or replace any required document (except the bid bond);
- False declarations or forged administrative documents.
- Failure to provide the bid bond with CDEC deposit receipt, when opening the bids;
- Absence of a sworn statement to attest of non-abandonment of a contract over the last three (03) years, and presence in the annual directory of failing companies established by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP);
- Incomplete bid or non-compliant with the requirements of the Consultation File or not produced in seven (07) copies;
- MICROSOFT sales agreement ;
- Presence of financial information in the technical bid;
- Non-production of the financial proposal in accordance with the documents referred to in the OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER FILE UNDER EMERGENCY PROCEDURE;
- Technical score less than 80/100 points.

15.2. Essential Criteria:

Technical proposals shall be assessed based on a total of 100 points, according to the following evaluation criteria:

- presentation of the bid;
- tenderer's references;
- after-sales service (availability of spare parts, repair shop, technical personnel);
- delivery schedule (schedule and timeline for performing related services);
- access to a credit line or other financial resources;
- evidence of acceptance of the contract conditions (the Special Administrative Clauses (CCAP) and the technical specifications initialed and signed on the last page);
- qualifications and experience of personnel;
- warranty period.

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Specific Rules for the Invitation to Tender and are included in the evaluation grid.

16. Award

The Contracting Authority shall award the contract to the tenderer whose tender is found to comply substantially with the provisions of the Tender File, who has the technical and financial capability to perform the contract satisfactorily and whose tender is found to be the most economically advantageous, including, where appropriate, proposed discounts.

17. Duration of validity of offers

Bidders shall remain bound by their bids for a period of **(ninety) 90 days** as of the dateline set for submission of bids.

18. Addendum to the invitation to tender

The Director General of the Deposits and Consignments Fund shall, if necessary, make any further changes to this consultation by means of an Addendum.

19 Additional information

For further information regarding this Consultation File, prospective bidders may contact the Contracts Department, General Affairs Division, located at the CDEC headquarters, Bastos, Rue Joseph MBALLA ELOUMDEM, P.O. Box: 35 567 Yaoundé, Tel. : 675 16 10 10.

20. Fight Against Corruption and Malpractices

For any denunciation of corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on **1517**, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the CDEC on 222 23 61 01.

Yaoundé, date **29 AUG 2025**

Copies :

- MINMAP;
- ARMP;
- Pdt/CIPM /CDEC.
- Publishing;



Richard Pierre Djam
Directeur Général

